

En Chine, la **persistance** des **traditions**

La tradition culturelle chinoise n'est pas favorable aux femmes. A ce fond culturel encore très présent correspond une réalité sociale où leurs relations avec les hommes demeurent inégalitaires.

Alain BOUC, responsable de la lettre LDH « Les droits de l'Homme en Chine »

Les femmes chinoises, à elles seules, dépassent en nombre la population totale de l'Union européenne des vingt-huit. Ou encore, vu sous un autre angle, un être humain sur dix est une femme chinoise. Une telle masse démographique ne peut être schématisée en quelques traits. Pourtant, les images qui nous en parviennent se concentrent souvent sur les quelques personnes rencontrées par les cinéastes, hommes d'affaires ou journalistes occidentaux, sans interrogation sur la représentativité des personnages présentés⁽¹⁾.

Ainsi, un film (distribué le 18 décembre 2018 sur la chaîne Arte), *Ni épouse ni concubine, la nouvelle femme chinoise*, et qui voudrait faire le point sur la condition féminine, nous montre principalement de jeunes femmes aisées des villes, qui ont voyagé, qui connaissent des langues étrangères et sont professionnellement indépendantes. Ces femmes, en valeur absolue, sont sans doute plus nombreuses que les femmes françaises. Mais elles ne sont qu'une petite minorité dans un ensemble dont la plus grosse composante est formée par quelque deux cent cinquante millions de villageoises restées au pays, auxquelles s'ajoutent celles qui sont parties chercher en ville des moyens de vivre et qu'on peut chiffrer à quelque cent millions⁽²⁾.

Ces milieux n'intéressent pas les voyageurs d'affaires et ils ne sont guère accessibles aux touristes de bonne volonté, faute de capacités d'accueil. Les flâneries et la lecture de nouvelles décrivant la vie rurale nous en donnent une idée plus précise.

Le poids de la tradition et de la culture

Mort il y a deux millénaires et demi, le philosophe et homme d'Etat Confucius voyait dans l'obéissance des femmes (à leur père, à leur mari, à leur fils lorsqu'elles étaient veuves) une de leurs vertus cardinales. Redevenu le penseur officiel, il retient

« Dans les campagnes, il est normal que les filles soient mariées à 20 ans et qu'elles enfantent un an après. D'où les pressions continues et parfois insupportables que la famille et les amis exercent sur toute fille qui n'a pas encore trouvé de conjoint. »

(1) Ces réserves ne visent pas, bien entendu, les œuvres produites par les Chinois, mais cette littérature est encore peu traduite et peu lue.

(2) La place manque – comme aussi l'information – pour traiter ici des conditions féminines spécifiques observées dans les cinquante-cinq minorités culturelles (non Han) du pays. Leur quelque cent quinze millions d'individus occupent cinq huitièmes (soit plus de la moitié) du territoire.

(3) « Global Gender Gap 2018 », publié en décembre 2018.

désormais plus l'attention que Marx, par trop libertaire. Dans les campagnes, il est normal que les filles soient mariées à 20 ans et qu'elles enfantent un an après les noces. D'où les pressions continues et parfois insupportables que la famille et les amis exercent sur toute fille qui n'a pas encore trouvé « chaussure à son pied ».

Cette tradition est, certes, peu à peu minée par le développement de l'activité commerciale et le relâchement des liens intergénérationnels. Mais elle s'accompagne de valeurs collectives qui en interdisent la disparition brutale, telles que la pudeur dans les mots et dans les comportements, voire la défiance à l'égard du sentiment amoureux et de ses foudres déstabilisantes. Les époux acceptent de rester longtemps séparés pour raison de carrière, avec une facilité qui surprend les Occidentaux, lesquels supportent mal les décisions administratives affectant leur vie privée.

La séparation assez fréquente des lieux de résidence pourrait inciter les femmes à plus d'indépendance. Mais elle a souvent un effet inverse : pour que le couple tienne, il lui faut un élément stable et c'est l'épouse qui l'incarne d'ordinaire, et non l'homme, plus mobile et plus soucieux de faire carrière.

Des éléments chiffrés révélateurs

Le dernier rapport sur les différences entre sexes du World Economic Forum (WEF)⁽³⁾ apporte quelques précisions statistiques. La Chine y occupe une position globale plutôt médiocre, dans la hiérarchie des discriminations, venant au 103^e rang sur un ensemble de 149 pays. Selon l'indice composite retenu – et certainement sujet à discussion –, elle se situerait derrière des pays comme la Birmanie, le Brésil et le Cambodge. En 2006, la Chine occupait la 63^e place (sur 115 pays), toujours en position moyenne/basse.

DOSSIER

Femmes d'ici et d'ailleurs

Le rang de la Chine varie avec le champ d'observation. Pour la participation à la vie économique, rang 86 sur 149 ; pour le niveau d'éducation, et malgré les affirmations officielles, rang 111. Le meilleur classement est obtenu pour la prise de responsabilité politique, rang 78. La pire performance concerne l'indice « Santé et survie des femmes », où la Chine occupe tout bonnement la dernière place des 149 pays⁽⁴⁾.

Ce piètre résultat ne signifie pas que les femmes chinoises soient plus malades ou plus mal soignées que les autres. Il découle d'une préférence pour les garçons qui conduit les couples à désirer ardemment un petit mâle et à se consoler aisément s'ils n'ont pas de fille. Au total, pour 100 garçons, on compte 92 filles. L'espérance de vie en bonne santé des femmes est de 69 ans, chiffre peu satisfaisant. Le déséquilibre entre sexes engendre de graves problèmes, dans les régions rurales notamment, que les filles quittent pour les villes. En 2020, trente-sept millions de Chinois n'auront trouvé personne à épouser. D'où des quêtes de partenaires qui évoquent la migration de jeunes Réunionnaises vers les campagnes auvergnates – sans parler d'un trafic frauduleux d'Ukrainiennes. En Chine, elles donnent lieu à des pratiques de grande ampleur et souvent crapuleuses : achats de femmes vietnamiennes avec confiscation de passeports par des agences illégales spécialisées dans les mariages avec les étrangers⁽⁵⁾ ; voire « embobinages » et reventes, dans des régions éloignées, de paysannes chinoises ingénues parties chercher du travail en ville. Le Vietnam n'est pas le seul pays en cause : des milliers de femmes arriveraient du Laos et de Birmanie, aux frontières perméables, ou encore d'Indonésie.

Les femmes chinoises et la vie sociale

La pression sociale sur la vie des femmes est lourde, mais souvent acceptée. Comme celle des mariages arrangés. Dans le fond du parc Sun Yat-sen, aux abords de la Cité interdite, je me souviens d'un grand attroupement près des douves, plus animé qu'un marché aux puces : il s'agissait d'entremetteuses ou de parents qui présentaient leurs enfants pour leur trouver un partenaire, avec des fiches étalées par terre déclinant toutes leurs qualités et « avantages » ; notamment la possession d'un appartement, d'une voiture, et, bien sûr, d'un bon métier.

À la campagne, nombre de mariages arrangés sont décidés quelques jours seulement – parfois le surlendemain – après la première entrevue entre les deux jeunes, ce qui montre assez que les sentiments y ont peu leur part. Le dicton « On se marie d'abord, on parle d'amour après » résume crûment la situation, commune à bien des régions du tiers-monde. Les noces surviennent un an environ après l'entremise.

L'Etat chinois s'est montré impitoyable pendant des décennies, avec des campagnes dissuasives de planification des naissances. Les choses ont été si loin que certaines familles rurales ont préféré ne pas déclarer leur fille « surnuméraire », si bien qu'il se trouve ici et là des filles sans identité et sans existence aux yeux des autorités.

© FOUNDRY DR



Auparavant, notamment en milieu rural, les parents du garçon auront remis une somme d'argent aux parents de la fille, ce qui facilitera le consentement de ces derniers. Bien entendu, les filles de milieu urbain se satisfont de moins en moins de cet état de choses mais, de leur propre aveu, il leur est souvent difficile d'échapper aux pressions du mariage, avec le risque de passer, en restant seules, soit pour des filles en « rade », soit pour des dévergondées.

La famille et les amis ne sont pas les seuls à s'immiscer dans la vie privée des jeunes gens, et des filles en particulier. Lorsque des couples semblent se former, les autorités du monde enseignant trouvent souvent naturel de convoquer les intéressés pour leur dire que les relations amoureuses n'ont que des effets négatifs sur les études, et qu'il vaudrait mieux attendre. Quant à l'Etat, il s'est montré impitoyable pendant des décennies, avec des campagnes dissuasives de planification des naissances, des amendes répétées, des avortements imposés, des stérilisations forcées, le refus d'inscription scolaire pour les enfants surnuméraires, des freins d'accès au logement pour les parents qui n'avaient pas respecté le mot d'ordre de l'enfant unique⁽⁶⁾. Les entreprises se montraient tout aussi vigilantes avec leurs salariées, vérifiant de mois en mois qu'elles n'étaient point enceintes.

Les choses ont été si loin que certaines familles rurales ont préféré ne pas déclarer leur fille surnuméraire, si bien qu'il se trouve ici et là des filles sans identité et sans existence aux yeux de l'Etat. Autre exemple cruel de cette emprise de l'Etat, en

(4) Cette place relative à la « santé » et à la « survie » n'est certes pas glorieuse mais il s'agit du champ d'observation où les disparités sont les plus faibles à l'échelle mondiale.

(5) Pratiques qui coûtent moins cher que les épouses chinoises, aux parents desquelles il est d'usage de verser une forte somme. Pour cette dot en sens inverse, on parle à titre indicatif d'un montant équivalant à dix-huit mille euros.

(6) Cette politique s'est révélée catastrophique au fil des années, avec une pyramide des âges inversée et une population vieillissante dépourvue de droits à une retraite décente.



2008, lorsque les tremblements de terre du Sichuan ont laissé des milliers d'enfants sous les bâtiments scolaires effondrés, le pouvoir a bien voulu, dans sa grande clémence et à titre exceptionnel, autoriser les parents qui avaient perdu leur enfant à en faire un deuxième pour le remplacer.

Depuis quarante ans, les femmes ont accédé à quelques postes à responsabilités, y compris parfois à la tête des grandes entreprises d'Etat. L'accès à ces postes de direction est grandement facilité par l'appartenance à une famille représentée dans les organes centraux du Parti.

Mais la place des femmes dans l'appareil chinois reste minime. Il n'y a aucune femme parmi les sept membres permanents du Bureau politique; il n'y en a qu'une sur les vingt-cinq membres du Bureau; le Comité central ne compte que dix femmes parmi ses deux cent quatre titulaires, et aucune femme ne dirige le Parti à l'échelon provincial ou régional. Selon le rapport déjà cité du WEF, la rémunération moyenne des femmes ne représenterait, en 2017, que 64 % de celle des hommes.

Les mouvements d'émancipation

La Fédération des femmes, qualifiée d'organisation non gouvernementale et utilisée à ce titre dans les instances internationales, est dans les mains du pouvoir. En revanche, les organisations féministes de ces dernières années sont considérées comme subversives et traitées comme telles.

Le 6 janvier 2019, l'administration annonce la fermeture, à Guangzhou, du Centre pour l'éducation

« La place des femmes dans l'appareil chinois reste minime: aucune parmi les sept membres permanents du Bureau politique; une seule sur les vingt-cinq membres du Bureau; dix au Comité central parmi ses deux cent quatre titulaires, et aucune à la direction du Parti à l'échelon provincial ou régional. »

sexuelle, considéré sans plus de précision comme « organisation sociale suspectée illégale ». L'objet du Centre est le combat pour l'égalité homme-femme et la défense des droits de la femme.

Le mouvement « MeToo in China » a pris une certaine ampleur dans les milieux universitaires en 2018. La pudibonderie officielle s'accommode fort bien des pratiques licencieuses des patrons de thèse. Des dénonciations d'enseignants, émanant de neuf mille personnes, sont parties de quatre-vingts universités. Ce serait le plus fort mouvement étudiant depuis l'éruption tragique de 1989; il a ses figures de proue et ses héroïnes et ne s'arrêtera pas là. Mais le mouvement connaît ses limites: il ne peut ni crier trop fort, ni viser trop haut, ni rassembler trop de monde, s'il veut continuer d'exister.

Parmi les nombreuses femmes qui se sont battues pour les droits de l'Homme, il faut citer les deux lauréates, peu connues en Europe, du Prix Simone de Beauvoir 2010, l'avocate d'origine paysanne Guo Jianmei, qui dirigeait à l'université de Beijing un Centre d'études juridiques et d'aide aux femmes, et la professeure de l'université de Guangzhou (Canton) Ai Xiaomei, militante inlassable du droit des femmes, de la lutte contre le sida et contre les expropriations de terres paysannes. Leur courage et leur ténacité montrent que, de génération en génération, il se trouvera toujours en Chine des femmes pour défendre la justice, l'égalité, l'honnêteté, bref, les valeurs universelles, et pour refuser la part congrue que leur concède le « socialisme à caractéristiques chinoises ». ●